

composer les comités permanents ordonnés par la Chambre le 14 du courant et pour en faire rapport.

M. BLAKE: Il y a ici un grand nombre de nouveaux députés, et je crois que la Chambre devrait avoir l'occasion de voir les noms que l'on a choisis, afin de lui épargner de l'ennui dans la suite. Il peut arriver qu'il soit nécessaire de faire quelques changements.

Sir JOHN A. MACDONALD: Je puis dire qu'il est compris parmi les députés que je ne proposerai pas l'adoption de ce rapport aujourd'hui, et je vois qu'il y a une ou deux erreurs que nous corrigerons à l'amiable, demain.

RAPPORTS.

Rapport de l'auditeur général sur les comptes des crédits pour l'exercice expiré le 30 juin 1886.—(Sir Charles Tupper.)

Rapport annuel du ministre des Travaux Publics, pour l'exercice 1885-86, sur les travaux placés sous son contrôle.—(Sir Hector Langevin.)

Rapport annuel du département de l'Intérieur, pour l'année 1886.(M. White, Cardwell.)

TERRITOIRES DU NORD OUEST— GOUVERNEMENT LOCAL.

M. DAVIN—Je propose la première lecture du bill (n° 2) pour établir un gouvernement représentatif complet dans les Territoires du Nord-Ouest. J'espère que la chambre me permettra de modifier le titre du bill. Je n'avais pas l'intention de rendre le titre de ce bill aussi explicatif qu'il l'est ici. Le titre est: "Acte concernant un gouvernement local dans les Territoires du Nord-Ouest."

Quelques DÉPUTÉS: Donnez des explications.

M. DAVIN. Quelques députés désirent que je donne des explications. Je ne sais pas qu'il y ait des explications à donner. Je dirai que nous avons besoin d'un gouvernement représentatif complet.

La motion est adoptée et le bill lu la première fois.

DETTE PUBLIQUE.

M. CHARLTON. Quel était le chiffre de la dette brute du Canada à la date du 1er avril 1887, et celui de la dette nette à la même date?

Sir CHARLES TUPPER. Le chiffre de la dette brute le 31 mars 1887 était de \$270,340,146.80; celui de la dette nette, à la même date, était de \$225,565,831.09.

Sir RICHARD CARTWRIGHT. Quel est le montant payable pour subsides aux chemins de fer et pour autres fins en vertu de lois actuellement en opération?

M. POPE. Je demanderais à mon honorable ami de suspendre cette motion, car il faudra un peu de temps pour préparer ce rapport.

Sir RICHARD CARTWRIGHT. Je serais bien aise que l'honorable ministre des chemins de fer attirât l'attention de son département sur cette question, et qu'il tournât ces renseignements dans deux ou trois jours. Ces états sont tous prévus par le statut, de sorte qu'ils ne donneront pas lieu à beaucoup de difficultés. Je demanderai aussi au ministre des finances, ou à tout autre ministre que la chose regarde, quel est, d'après estimation, le montant requis pour l'achèvement de travaux publics maintenant en voie d'exécution et imputable sur le capital.

Sir HECTOR LANGEVIN. Le montant requis, d'après estimation, pour l'achèvement des travaux publics maintenant en voie d'exécution et imputable sur le capital, est de \$594,000.

Sir RICHARD CARTWRIGHT. Cela est pour l'année courante, je suppose?

Sir JOHN A. MACDONALD

Sir HECTOR LANGEVIN: Si l'honorable monsieur veut des détails, je puis les lui donner maintenant. Il y a \$124,000 pour le Cap Tormentine, et puis il y a les autres travaux; \$300,000 pour les nouveaux édifices publics ici, et le reste pour des travaux moins importants.

Sir RICHARD CARTWRIGHT. Cela comprend-il le crédit du canal Welland?

Sir HECTOR LANGEVIN. Non; cela ne regarde pas mon département.

Sir RICHARD CARTWRIGHT. L'hon. monsieur verra que ma question va plus loin. Elle concerne tous les travaux publics maintenant en voie d'exécution imputables sur le capital, ce qui comprendrait toutes les dépenses faites sur les canaux, etc.

M. POPE. Je donnerai ces renseignements.

Sir RICHARD CARTWRIGHT. Pouvez-vous les donner maintenant?

M. POPE. Non.

Sir RICHARD CARTWRIGHT. L'honorable ministre comprendra que ce que je veux avoir, c'est une estimation brute de la somme totale que l'on croit dépenser sur le canal Welland et pour des travaux d'importance analogue que nous avons entrepris.

M. POPE. Cette estimation doit être brute, surtout en ce qui concerne les chemins de fer, car des subsides sont accordés, et dans un bon nombre de cas sont périmés ou ne sont pas demandés.

Sir RICHARD CARTWRIGHT. S'ils sont périmés, vous pouvez les déduire?

M. POPE. Oui.

VENTES DE TERRES DU NORD-OUEST.

Sir RICHARD CARTWRIGHT. Quelles sont les sommes reçues pour vente de terres dans le Manitoba et les Territoires du Nord-Ouest pendant l'année ordinaire de 1886? Et combien a-t-il été perçu pour le même objet depuis le 1er janvier 1887 jusqu'au 1er avril dernier?

M. WHITE (Cardwell): Le revenu prélevé a été, pour homesteads, préemptions et ventes, \$509,348.71; pour loyers, \$136,618.29. Le revenu provenant des ventes pour l'année actuelle, depuis le 1er janvier jusqu'au 1er avril, était, pour homesteads, préemptions et ventes, \$93,873.81, et pour loyers, etc., \$26,179.66.

POPULATION BLANCHE DU MANITOBA.

Sir RICHARD CARTWRIGHT: Quel est le chiffre réel de la population blanche et résidente du Manitoba, d'après le recensement fait dernièrement?

M. CARLING: D'après le recensement qui vient d'avoir lieu au Manitoba, la population blanche est de 95,455.

PROCÉDURE PARLEMENTAIRE DE BOURINOT.

M. PREFONTAINE: Est-ce l'intention du gouvernement de fournir aux nouveaux membres de cette Chambre des exemplaires de l'ouvrage de M. Bourinot sur la procédure parlementaire?

M. CHAPLEAU: Non.

VÊTEMENTS FOURNIS AUX PÉNITENCIERS.

M. BAKER: Quels sont les ou les prix de contrat, par verge, payés par le gouvernement pour la flanelle blanche et le drap brun et jaune fournis aux pénitenciers de la Confédération? Quels sont les ou les entrepreneurs? Quelle est la durée du contrat ou des contrats, ainsi que leur date et la date de leur expiration?